Global Governance and the Role of the EU. Assessing the Future Balance of Power, Carlo SECCHI et Antonio VILLAFRANCA (dir.), 2011, Cheltenham, Edward Elgar, 190 p.

Alessia Biava

Volume 44, numéro 3, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021146ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021146ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Biava, A. (2013). Compte rendu de [*Global Governance and the Role of the EU. Assessing the Future Balance of Power*, Carlo SECCHI et Antonio VILLAFRANCA (dir.), 2011, Cheltenham, Edward Elgar, 190 p.] *Études internationales*, 44(3), 502–503. <https://doi.org/10.7202/1021146ar>

autres éditions annuelles, sa lecture étant indispensable à toute personne voulant maîtriser le champ complexe des opérations de paix dans ses différentes composantes.

André DUMOULIN

*Institut royal supérieur de défense, Bruxelles
et Université de Liège*

MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISME

Global Governance and the Role of the EU. Assessing the Future Balance of Power

Carlo SECCHI et Antonio

VILLAFRANCA (dir.), 2011,

Cheltenham, Edward Elgar, 190 p.

À la suite de la plus grave crise économique mondiale depuis celle des années 1930, cet ouvrage collectif se penche de manière très actuelle sur la problématique de la réforme de la gouvernance économique globale, ainsi que sur le rôle et les perspectives économiques de l'Union européenne (UE) dans ce contexte. On y constate que, même si les conséquences de la crise économique sont encore très présentes deux ans plus tard, il y a des signes de reprise de la croissance économique dans le monde, à des rythmes très différents. Ainsi, si d'une part les économies industrialisées, notamment celles de l'UE, sont encore confrontées à une performance économique stagnante, les principaux marchés émergents sont revenus aux rythmes de croissance d'avant la crise.

Cet ouvrage collectif est divisé en deux parties. Dans la première partie, on s'interroge sur les conditions politiques et économiques à la base de

la gouvernance économique globale susceptibles de garantir une croissance durable. Les auteurs considèrent que la nouvelle architecture devra nécessairement refléter les équilibres des forces d'après la crise pour être crédible.

La contribution de Bruni se focalise sur la relation étroite entre la stabilité financière et les politiques monétaires. Bruni considère en effet que la crise financière internationale amorcée en 2007 est un échec du système de gouvernance économique globale. Il affirme que la stabilité financière peut être considérée comme un objectif des politiques monétaires. Les perspectives financières et monétaires de la gouvernance économique globale impliquent des réformes institutionnelles et des changements dans les stratégies politiques sur la base d'une coordination au niveau international.

Mistral met l'accent sur l'importance d'une coopération transatlantique renforcée dans le cadre des politiques macroéconomiques et de régulation financière. Il considère également que cela impliquerait un meilleur fonctionnement des réunions du G20.

La première partie de cet ouvrage se termine avec un éclairage de Wang sur le lien entre la croissance économique et le leadership politique en Chine. Cette contribution se focalise notamment sur le rôle que la Chine est appelée à jouer dans les prochaines années sur le plan international.

Dans la seconde partie, les auteurs se penchent sur l'UE, et notamment sur la zone euro, et suggèrent des changements à entreprendre, tant au niveau des dynamiques internes qu'en termes d'actions extérieures, pour éviter d'être une zone de basse

croissance. Rossi se focalise sur trois scénarios pour l'UE à l'horizon 2020 : le scénario « solidarité et discipline » dans lequel l'UE développe une coopération économique plus rigoureuse permettant une croissance modérée, le scénario « restructuration en désordre » dans lequel les tentatives de coopération échouent et le scénario « nouvelle opportunité » qui se base sur une plus forte croissance économique au sein de l'UE à travers l'exploitation du potentiel du nouveau contexte international.

Dans sa contribution, Schwarzer offre des éclairages sur la réforme de la gouvernance économique européenne à la suite de la crise de la dette souveraine. En effet, la crise économique a montré les divergences et également les interdépendances des économies européennes ainsi que les limites des systèmes de gouvernance. Schwarzer considère également que le rôle que l'UE saura jouer au niveau international dépend de sa manière de faire face à ses problèmes internes. Une relance de la représentation extérieure de l'UE et de la zone euro dans les questions économiques et financières sera aussi nécessaire.

Altomonte, Passarelli et Secchi considèrent que le débat est trop centré sur des solutions à court terme alors qu'il est nécessaire de s'interroger sur les réformes structurelles à long terme. Dans ce contexte, les auteurs suggèrent des décisions visant la croissance économique qui se baseraient sur une approche intégrée de la gouvernance de la zone euro afin d'être en mesure de combiner l'attention sur les déséquilibres macroéconomiques et la recherche d'une croissance soutenue.

Zuleeg continue l'analyse sur les perspectives à long terme de l'UE

d'accomplir les objectifs de la stratégie « Europe 2020 ». De manière plus spécifique, l'auteur identifie comme défis pour l'UE et ses États membres la mondialisation, la pénurie des ressources, le changement climatique et le vieillissement de la population. Zuleeg s'interroge sur la possibilité pour la stratégie « Europe 2020 » de faire face au problème de la croissance en se focalisant sur un mécanisme d'investissement européen et sur un développement plus poussé du marché unique.

Villafranca approfondit l'analyse critique de la stratégie « Europe 2020 » en se penchant de manière plus spécifique sur la problématique du changement climatique. L'auteur propose ainsi des recommandations politiques pour que la stratégie « Europe 2020 » soit plus cohérente vis-à-vis des enjeux d'une gouvernance économique mondiale du changement climatique en émergence.

Les différentes contributions offrent des analyses pointues ainsi que des recommandations politiques concernant tant les interventions à court terme que les solutions à long terme visant une nouvelle gouvernance économique globale. À propos de l'UE, des mécanismes et des instruments précis sont identifiés pour relancer le potentiel de croissance sur le continent et dans la zone euro. Pour ces raisons, cet ouvrage collectif est très intéressant tant pour les universitaires et les chercheurs spécialisés en économie internationale et européenne que pour les praticiens et les fonctionnaires nationaux ou internationaux s'intéressant aux questions de gouvernance économique globale.

*Alessia BLAVA
Global Studies Institute
Université de Genève*